

**Appel à communication**  
**Panel Guerre et sécurité : trajectoires croisées**  
**Congrès 2024 de l'ABSP**

**Julien Jeandesboz (ULB) – [julien.jeandesboz@ulb.be](mailto:julien.jeandesboz@ulb.be)**  
**Julien Pomarède (ULiège) – [julien.pomarede@uliege.be](mailto:julien.pomarede@uliege.be)**

Ce panel propose de réfléchir aux modalités concrètes par lesquels la guerre et la sécurité s'entrecroisent. Une longue tradition de pensée en science et sociologie politique (Elias, Tilly, Weber) établit qu'au cœur des mécanismes historiques de construction des États occidentaux opère une logique duale alliant monopolisation progressive de l'usage de la violence physique légitime à une différenciation des secteurs assurant son exercice, à savoir, militaires/guerre d'un côté et police/sécurité de l'autre. Dans cette optique, la guerre et la sécurité sont des univers sociaux distincts qui se constituent autour d'enjeux, de significations, de pratiques et d'institutions différentes. Schématiquement, la guerre relèverait de l'usage de la violence à grande échelle et son exercice serait monopolisé par les militaires, tandis que la sécurité procéderait du maintien de l'ordre des sociétés assuré par les polices et le renseignement civil. Sur cette dichotomie fonctionnelle se superpose une distinction spatiale entre ordre intérieur et ordre international. Les militaires assureraient la survie de la nation aux frontières (et au-delà) de l'espace territorial national face aux ennemis potentiels, tandis que les acteurs de la sécurité œuvreraient à la régulation des circulations et au contrôle de la déviance – de manière parfois ouvertement répressive – à l'intérieur de l'espace national.

Une série de travaux menés depuis une trentaine d'année sur la guerre, le *policing* et la sécurité ont néanmoins montré que la relation entre guerre et sécurité est plus perméable qu'il n'y paraît. Les analyses portant sur les opérations de contre-insurrection, leurs origines coloniales et leur réadaptation contemporaines en Irak, en Afghanistan et au Sahel, montrent une implication significative des acteurs militaires dans des missions de maintien de l'ordre et de contrôle des populations (Olsson 2007 ; Gregory 2004). Au plus fort des guerres que l'on pense souvent comme l'archétype des conflits conventionnels, les militaires ont été également engagés dans des missions de ce type. On prendra pour exemple la « guerre de partisans » menée par l'armée allemande contre l'opposition soviétique lors de la Seconde Guerre mondiale, ou encore ses pratiques de ratissage, de capture et de quadrillage mobilisées sur l'ensemble du front de l'est (Cerovic 2018 ; Ingraio 2006). La dissuasion nucléaire est tout aussi concernée, dans la mesure où le secret entourant ces armements ainsi que leurs essais participent d'une logique bien plus large de gouvernement et de contrôle des espaces physiques et des populations (Masco 2020 ; Philippe et Stadius 2021). Une littérature récente a également montré la manière dont la multiplication des « interventions » militaires post-bipolaires, dites humanitaires ou dans le cadre de la guerre contre le terrorisme, procède d'un « *policing* » permanent dont la logique est le façonnement d'un ordre libéral global (Holmqvist 2014 ; Kienschierf 2011). Du point de vue à nouveau contemporains de la guerre contre le terrorisme, des travaux ont montré la réarticulation de la dichotomie interne/externe par la présence accrue des militaires dans la sécurité intérieure (Bigo, Guittet, Smith 2004) ainsi que par la réimportation de savoir-faire militaires au sein des pratiques policières (Schrader 2019).

A partir de ces considérations générales, le panel souhaite tout particulièrement accueillir des propositions allant dans trois directions, pouvant être traitées au prisme d'une variété d'aires géographiques.

La première s'inscrit dans une analyse des technologies et matérialités. Les connexions entre guerre et sécurité peuvent en effet s'explorer à l'aune des armes, comme le suggère l'apparition croissante des armes non-létales dans les armées (Seantel 2011) ou, à l'inverse, l'émergence d'une forme de « militarisation » des arsenaux policiers (Balko 2014). Les technologies de contrôle et de surveillance sont également concernées, comme l'usage à la fois sécuritaire et guerrier de la biométrie, des caméras, des barbelés ou des tunnels (Dauchy 2023 ; Richmond Barak 2018 ; Razac 2009). Plus généralement, les infrastructures fournissent un point d'entrée opérant, à l'instar de la construction de murs, de postes de contrôle et le contrôle des routes et les camps d'internement (Weizman 2007 ; Simonneau 2020 ; Khalili 2012).

La seconde relève des acteurs et des institutions, à savoir les logiques sociales concrètes qui président au croisement entre guerre et sécurité. Le domaine du contrôle migratoire fournit un exemple frappant de la manière dont les agences qui en ont en charge brouillent les frontières entre les deux univers, par la coopération croissante entre services militaires et de sécurité intérieur (Tazzioli et Garielli 2018), l'accroissement des moyens de violence et d'incarcération (Tazzioli et Garielli 2020) ou la construction d'imaginaires faisant de l'immigration une entité menaçante à endiguer (Basaran 2010). L'internationalisation de certaines politiques publiques constitue également une piste intéressante à explorer, car participant plus largement au brouillage entre guerre et sécurité, à l'image de la « guerre contre la drogue » menée par les Etats-Unis en Amérique latine durant la bipolarité, où se mêlaient interventions militaires directes et assistance en matière de défense auprès des États de la région (Avilés 2018).

La troisième direction du panel concerne les procédures et techniques à la source du croisement entre guerre et sécurité. Si les matérialités et les acteurs sont une partie importante de cette connexion, les *manières de faire* le sont tout autant. Ici, le panel a pour ambition de questionner la superposition entre savoir-faire guerrier et sécuritaire, à la manière de ce qui a pu être observé dans les interventions militaires contemporaines, au sein desquelles les armées opèrent par exemple dans des espaces urbains saturés par des dispositifs de contrôle eux-mêmes militarisés (Belcher 2018 ; Gregory 2008).

### Références

Avilés William, *The Drug War in Latin America: Hegemony and Global Capitalism*, New York : Routledge, 2018.

Balko Radley, *Rise of the warrior cop: The militarization of America's police forces*, New York: Public Affairs, 2014.

Basaran Tugba, *Security, Law and Borders : At the Limits of Liberties*, New York : Routledge, 2010.

Belcher Oliver, « Anatomy of a village razing: Counterinsurgency, violence, and securing the intimate in Afghanistan », *Political Geography*, vol. 62, 2018, pp. 94-105.

Bigo, Didier, Emmanuel-Pierre Guittet, et Andy Smith. « Participation des militaires à la sécurité intérieure : Royaume-Uni, Irlande du Nord », *Cultures & Conflits*, vol. 56, no. 4, 2004, pp. 11-34.

Cerovic Masha, *Les Enfants de Staline La guerre des partisans soviétiques (1941-1944)*, Paris : Le Seuil, 2018.

Dauchy Alise, « Dreaming biometrics in Niger : the security techniques of migration control in West Africa », *Security Dialogue*, Vol. 54, no. 3, 2023, p. 213-230.

Garelli Glenda, Tazzioli Martina, « *Containment beyond detention: The hotspot system and disrupted migration movements across Europe* », *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 38, no. 6, 2020, pp. 1009–1027.

Garelli Glenda, Tazzioli Martina, « The biopolitical warfare on migrants: EU Naval Force and NATO operations of migration government in the Mediterranean », *Critical Military Studies*, 4:2, 2018, pp. 181-200.

Gregory Derek, *The Colonial Present: Afghanistan. Palestine. Iraq*, New York : Blackwell, 2004.

Gregory, Derek, « The Biopolitics of Baghdad: Counterinsurgency and the counter-city », *Human Geography*, vol. 1, no. 1, 2008, pp. 1–21.

Holmqvist Caroline, *Policing wars : On military interventions in the Twenty-First century*, New York: Palgrave MacMillan, 2014.

Ingrao Christian, *Les chasseurs noirs : La brigade Dirlewanger*, Paris : Perrin, 2006.

Khalili Laleh, *Times in the shadows : Confinement in counterinsurgencies*, Stanford: Stanford University Press, 2012.

Kienscherf, Markus. « A Programme of Global Pacification: US Counterinsurgency Doctrine and the Biopolitics of Human (in)Security », *Security Dialogue*, vol. 42, no. 6, 2011, pp. 517–35.

Masco Joe, *The Nuclear Borderlands: The Manhattan Project in Post–Cold War New Mexico*, Princeton: Princeton University Press, 2020.

Olsson Christian, « Guerre totale et/ou force minimale ? Histoire et paradoxes des « cœurs et des esprits » », *Cultures & Conflits*, vol. 67, n°3, 2007, pp. 35-62.

Philippe Sébastien, Stadius Tomas, *Toxique. Enquête sur les essais nucléaires français en Polynésie*, Paris : Presses Universitaires de France, 2021.

Razac Olivier, *Histoire politique du barbelé*, Paris : Flammarion, 2009.

Richemond-Barak Daphné, *Underground warfare*, Oxford : Oxford University Press, 2018.

Seantel Anaïs, « Ethical Interventions: Non-Lethal Weapons and the Governance of Insecurity. » *Security Dialogue*, vol. 42, no. 6, 2011, pp. 537–52.

Simonneau Damien, *L'obsession du mur : Politique de militarisation des frontières en Israël et aux Etats-Unis*, Bruxelles : Peter Lang, 2020.

Stuart Schrader, *Badges without Borders How Global Counterinsurgency Transformed American Policing*, Berkeley: University of California Press, 2019.

Weizman Eyal, *Hollow Land : Israel's Architecture of Occupation*, New York : Verso Books, 2007.

